Délibération n°260925_21

Séance du Conseil d'administration du 25 septembre 2026

Nombre de membres composant le conseil (effectif statutaire) : 28
Nombre de membres en exercice : 28
Membres présents : 15
Membres représentés : 6

Pour : **DÉCISION** AVIS INFORMATION

Lettre de cadrage budgétaire pour l'exercice 2027

Le Conseil d'administration

DECIDE

D'approuver :

- la lettre de cadrage budgétaire pour l'exercice 2027 figurant en annexe.

Abstention(s) : 1
Votants : 21
Blanc(s) ou nul(s) en cas de vote à bulletin secret : 0
Suffrages exprimés : 20
Pour : 20
Contre : 0

La présente délibération est adoptée.

Fait à Sevenans,

Le Directeur
Abdellatif MIRAOUI

Cette délibération fait l'objet d'une transmission à la rectrice de région académique, chancelière des universités et est publiée sur le site internet de l'UTBM.

UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE

DE BELFORT-MONTBÉLIARD

Lettre de cadrage

BUDGÉTAIRE

2027

Premier acte de la préparation budgétaire

Septembre 2026

PROJET

Document soumis au débat du Conseil d'administration
sur les orientations générales du budget de l'exercice

utbm
université de technologie
Belfort-Montbéliard

SOMMAIRE

Avant-propos — la lettre en six propositions p. 3

PRÉAMBULE 1–4

I. LE CONTEXTE NATIONAL ET INSTITUTIONNEL 5–9

II. L'ÉTAT DES LIEUX FINANCIER : DU COMPTE FINANCIER 2024 AUX RÉSULTATS 2025 10–15

III. LES RECETTES 16–20

IV. LES DÉPENSES 21–25

V. LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 26–38

VI. TRAJECTOIRE PLURIANNUELLE, CALENDRIER ET MÉTHODE 39–40

CONCLUSION 41–42

Les renvois s'entendent aux paragraphes numérotés en continu dans le corps du document.

PROJET

AVANT-PROPOS

La présente lettre tient en six propositions, que le lecteur pressé pourra retenir avant d'entrer dans le détail des développements :

Primo. **Un contexte national plus contraint que jamais.** Économies supplémentaires annoncées pour le budget de l'État 2027, hausse du CAS « Pensions » non compensée à 100%, GVT non compensé : la prudence commande une hypothèse de SCSP strictement reconduite (31,6 M€ en 2026).

Secundo. **Un redressement engagé, à consolider.** Effectifs étudiants (2 400 étudiants environ), résultat comptable 2025 redevenu positif du fait de recettes exceptionnelles (+ 1,67 M€), dynamique des ressources fléchées : des acquis pour partie conjoncturels, face à un effet ciseau structurel de 1,5 à 1,7 M€ par an.

Tertio. **Des dépenses pilotées au plus près.** Masse salariale estimée à environ 32 M€ avec SAIC, budget de fonctionnement reconduits, discipline stricte sur les enveloppes fermées.

Quarto. **L'investissement d'avenir protégé.** Bâtiment Pont, Mobilitech 2 – bâtiment M', Belfort e-START et Motricité, jouvence des équipements pédagogiques et scientifiques.

Quinto. **Les leviers de développement activés.** Attractivité et hybridation des parcours, étude de nouvelles filières et poursuite de la rationalisation des maquettes pédagogiques, valorisation de la recherche, formation continue, professeurs invités et cotutelles internationales de thèses — et un investissement assumé dans la vie et l'engagement étudiants : certifications, reconnaissance des engagements, Student Job. Effort d'augmentation des ressources propres (fonds européens, mécénat, etc.)

Sexto. **Le nouveau contrat avec l'État en ligne de mire.** Le COMP 100% missions « au premier euro » de la vague de 2027 devient un élément de répartition de la SCSP : la préparation de cette négociation au sein l'Etablissement Public Expérimental (EPE) est un enjeu financier de premier ordre.

PROJET

PRÉAMBULE

1. Le budget est élaboré sous l'autorité du directeur de l'établissement, conformément aux priorités et aux orientations définies par le Conseil d'administration, en cohérence avec les dispositions du contrat pluriannuel d'établissement. A cette fin, un débat a lieu au Conseil d'administration sur les orientations générales du budget de l'exercice, ainsi que sur les engagements pluriannuels en cours et envisagés.

2. La préparation du budget n'est pas un exercice technique : il s'agit avant tout de traduire budgétairement, pour une année civile, la politique de l'établissement dans tous ses domaines. Les travaux de préparation du budget d'une année N sont amorcés dès le mois de juin de l'année N-1. A l'issue de ce travail préparatoire, la lettre de cadrage budgétaire, premier acte de la préparation budgétaire, permet, outre la définition des moyens humains et financiers, de s'interroger sur la stratégie et les partenariats noués par l'établissement.

3. Premier exercice budgétaire du nouveau mandat de direction, le budget 2027 s'inscrit dans la continuité des exercices précédents : mêmes principes de sincérité et de prudence des hypothèses, même discipline sur les enveloppes de dépenses, même attention portée à la soutenabilité pluriannuelle. Il porte néanmoins quelques priorités fortes, qui structureront l'ensemble des arbitrages : la consolidation de la reprise des effectifs étudiants, l'un des principaux leviers de recettes de l'établissement ; le développement résolu des ressources propres, notamment par la recherche partenariale et la formation continue ; l'investissement dans la vie, l'engagement et l'employabilité des étudiants ; la poursuite de la rénovation énergétique du campus, au premier rang de laquelle le bâtiment Pont ; et la préparation du nouveau contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) avec l'État portant sur l'ensemble des missions de l'UTBM.

4. Le budget 2027 sera ainsi construit sur deux bases :

— **des recettes prudentes :** une hypothèse de stricte reconduction de la subvention pour charges de service public (SCSP) et une hausse mesurée des ressources propres, qui pourrait être portée par la reprise des effectifs ;

— **des dépenses qui demeurent à un niveau élevé,** en raison du glissement vieillesse-technicité (GVT) toujours croissant et non compensé, de la hausse du CAS « Pensions » et de la rigidité de l'enveloppe de

PROJET

fonctionnement, qui contraignent fortement l'investissement et imposent une priorisation exigeante.

I
LE CONTEXTE NATIONAL ET INSTITUTIONNEL

A. DES FINANCES PUBLIQUES DURABLEMENT CONTRAINTES

31,4 Md€
BUDGET DU MESRE EN 2026, + 300 M€ AFFICHÉS

5. La loi de finances pour 2026 a porté le budget du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace à environ 31,4 milliards d'euros, en hausse affichée de 300 millions d'euros par rapport à 2025. Cette progression demeure toutefois largement absorbée par des mesures non ou partiellement compensées pour les opérateurs : hausse de quatre points du taux de contribution employeur au CAS « Pensions » (de 78,6 % à 82,6 %), dont le coût national d'environ 200 millions d'euros n'a été compensé qu'à hauteur de 80 millions d'euros ; montée en charge de la protection sociale complémentaire sur une année complète en 2027 ; marche de la loi de programmation de la recherche inférieure à la trajectoire votée.

380 k€
SURCOÛT ANNUEL CAS PENSIONS POUR L'UTBM

6. Pour l'UTBM, le surcoût annuel de la seule mesure CAS « Pensions » est estimé à près de 380 000 € en année pleine, qui ne fait pas l'objet d'une compensation à 100%.

7. Le cadrage du projet de loi de finances pour 2027 s'annonce plus exigeant encore : croissance révisée à la baisse (0,7 % attendu en 2026), objectif de déficit public autour de 5 % difficile à atteindre, effort d'économies supplémentaires de l'ordre de trois milliards d'euros annoncé à l'été 2026. Les opérateurs de l'État seront nécessairement mis à contribution : aucune hypothèse d'augmentation de la SCSP ne peut être raisonnablement retenue pour 2027.

B. LA RÉFORME DU FINANCEMENT ET LA TRAJECTOIRE INSTITUTIONNELLE

8. Le mode d'allocation des moyens connaît une transformation majeure avec les COMP « nouvelle génération » dits « COMP 100% » : expérimentés en 2025 dans dix universités et 2 EPE, généralisés à partir de 2026 sous le pilotage des recteurs de région académique, ils ont vocation à devenir, à compter de 2027, le cadre de répartition de la SCSP entre établissements, et seront alignés sur la durée des mandats de la présidence de l'EPE.

9. Depuis le 1er janvier 2025, l'UTBM est établissement-composante de l'Université Marie et Louis Pasteur (UMLP) ; la perspective de sortie

PROJET

d'expérimentation et de transformation en grand établissement ouvrira des choix statutaires et financiers majeurs, dans lesquels l'UTBM entend préserver son identité d'université de technologie tout en tirant parti des synergies : signature scientifique commune, mutualisations ciblées (achats, licences, marchés d'énergie).

ENCADRÉ 1

Le COMP nouvelle génération, un enjeu financier de premier ordre

L'UTBM s'était inscrite dans la deuxième vague des COMP première génération (2024-2026) : 760 000 € obtenus sur trois projets (démarche compétences, transition écologique, GMAO), dont le solde de 152 000 € ne sera pas versé en 2026.

En 2027, la négociation du nouveau COMP — adossée au projet de l'établissement, conduite en articulation avec l'UMLP et appuyée sur un tableau de bord d'indicateurs consolidé — déterminera une part croissante de nos moyens. La robustesse de nos indicateurs et la lisibilité de notre trajectoire seront déterminantes.

II

L'ÉTAT DES LIEUX FINANCIER : DU COMPTE FINANCIER 2025 AUX PROJECTIONS 2025

10. Le compte financier retrace la situation financière et comptable de l'établissement au terme de chaque année civile. Le compte financier 2025 s'était soldé par un solde budgétaire positif de 6 881 106 €, avec des autorisations d'engagement de 44,5 M€ et des crédits de paiement de 40,6 M€. Le fonds de roulement s'établissait à 15,3 M€(+ 3 457 002 € par rapport à 2024), la trésorerie à 18 M€ (environ 172 jours de fonctionnement) et la capacité d'autofinancement à 3,53 M€. La masse salariale atteignait 30,5 M€, en hausse de 822 204 €. Cet exercice marque une inflexion positive, notamment du fait de recettes exceptionnelles (TVA, mise en qualité et titrages liés à la mise en place de GFC Cocktail).

+ 1,67 M€
RÉSULTAT COMPTABLE 2025

11. Au budget rectificatif numéro 1 de 2026, résultat comptable prévisionnel de – 735 503 €, pour un budget exécuté prévisionnel de l'ordre de plus de 50 M€, dont 64 % consacrés à la masse salariale (environ 32,3 M€) et 17 % à l'investissement. Trois facteurs essentiels le permettent :

2 400
ÉTUDIANTS À LA RENTRÉE 2026 environ

12. Le premier est la dynamique de progression des effectifs étudiants qui se confirmerait en 2026. Les premières estimations font état de 2 400 élèves-ingénieurs inscrits, contre 2 370 à la rentrée 2025. Les effectifs définitifs ne sont pas encore consolidés, la tendance à la hausse devrait se poursuivre avec les

PROJET

inscriptions à venir des étudiants des masters délocalisés, au Luxembourg en particulier, ainsi que celles des doctorants. Cette évolution s'inscrit encore cette année dans la poursuite de la montée en puissance de la mention de master « Ingénierie des systèmes complexes », qui confirme son attractivité et contribue au renforcement de l'offre de formation de l'établissement.

13. Le deuxième est la dynamique des ressources fléchées et contractuelles : projet X-HUB (France 2030 / ANR, 3,5 M€) en robotique logistique, projet ALISON++ (FEDER), participation au démonstrateur « Belfort e-START » (5,4 M€ de soutien France 2030 à l'échelle du consortium porté par Grand Belfort) et au projet Motricité, projets Erasmus+, sept chaires industrielles actives (GE Vernova, ENEDIS, Alstom, GenHy, HNFC, EDF, etc.).

14. Le troisième est la maîtrise de la masse salariale — effets en année pleine des gels ciblés opérés en 2024-2025 — et la discipline sur les enveloppes de fonctionnement.

15. Ce résultat ne saurait masquer la fragilité structurelle de l'équilibre : la croissance mécanique des charges non compensées (GVT, CAS « Pensions », protection sociale complémentaire, mesures indemnitaires nationales) représente un « effet ciseau » récurrent estimé entre 1,5 et 1,7 M€ par an.

III
LES RECETTES

A. LA SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

≈ 30,6 M€
HYPOTHÈSE DE SCSP 2027, STRICTEMENT RECONDUITE

16. La SCSP représente de l'ordre de 80 % des recettes initiales de l'établissement. Au regard du contexte national, et dans l'attente des premiers effets de la contractualisation du COMP 100%, il est proposé de retenir pour 2027 une hypothèse de stricte reconduction du montant retenu au budget 2026, sans anticipation de compensation du GVT ni des mesures salariales nationales. Cette hypothèse sera ajustée, le cas échéant, du produit de la négociation du COMP ; toute recette complémentaire sera prioritairement affectée à la reconstitution des marges d'investissement.

TABLEAU 1 · SCSP RETENUE EN CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE

	BI 2025	BI 2026	HYP. BI 2027
SCSP retenue en construction	30 930 622 €	30 575 912 €	**≈ 30 576 000 €**
Évolution	–	– 1,5 %	**0 %**

PROJET

B. LES RESSOURCES PROPRES

17. Les droits d'inscription. Après le point bas de 2024 (2 430 étudiants), la trajectoire des effectifs est redevenue croissante et pourrait se poursuivre en 2026-2027 : montée en régime des parcours en tronc commun Humanités et Technologie "*Formation d'ingénieur en cinq ans avec un focus renforcé humanités*", développement de l'alternance et premiers effets des actions d'attractivité. Une hausse mesurée, mais sensible, des recettes liées aux droits d'inscription est retenue pour 2027.

≈ 500 k€

TAXE D'APPRENTISSAGE ATTENDUE, HYPOTHÈSE PRUDENTE

18. La taxe d'apprentissage. Après les fortes perturbations liées à la réforme de la collecte (SOLTéA), les versements se sont stabilisés autour de 500 000 €. L'établissement poursuivra sa stratégie de collecte — campagne renforcée auprès des entreprises, mobilisation des alumni, appui d'un cabinet spécialisé — mais la volatilité du dispositif national incite à retenir une hypothèse de prudence.

19. La formation continue et l'apprentissage. La formation continue représente une source de revenus (96 stagiaires en 2025, + 581 843 € de recettes constatées en 2025) et constitue un levier stratégique : accompagnement des reconversions industrielles du territoire (électrification de la filière automobile, hydrogène, nucléaire), offres « IA par métiers », formations à destination des administrations. La conjoncture et l'absence de session de la formation Sbarro pour l'année universitaire 2026-2027, compte-tenu de la nécessité de trouver de nouveaux locaux, devraient entraîner une baisse des recettes pour 2026. La part revenant à l'UTBM dans la répartition avec le CFAI est maintenant stabilisé suite à l'augmentation progressive initiée en 2021, avec un effectif d'apprentis stable (260 apprentis ingénieurs à la rentrée 2026).

20. Les ressources contractuelles et fléchées. Plus d'un million d'euros de recettes pluriannuelles sont d'ores et déjà sécurisées pour 2027 (X-HUB, ALISON++, programmes Erasmus+, chaires industrielles), auxquelles s'ajouteront les flux liés à OCEAN-H2 et aux réponses aux appels à projets France 2030 et Horizon Europe. L'année 2027 sera celle de la structuration des outils de valorisation : engagement de la candidature au label Carnot et étude de faisabilité d'une structure mutualisée de valorisation avec les partenaires académiques du Nord Franche-Comté, dont les effets en recettes sont attendus à compter de 2028.

PROJET

IV
LES DÉPENSES

A. LA MASSE SALARIALE, PRINCIPAL POSTE BUDGÉTAIRE

21. La masse salariale est couverte pour l'essentiel par la SCSP et conditionnée par un plafond d'emplois de 357 emplois, complété par les emplois hors plafond financés sur ressources propres. L'exécution demeure structurellement supérieure à 96 % des enveloppes, témoignant d'un pilotage fin, à l'agent près, du glissement vieillesse-technicité.

≈ 3 M€
GVT CUMULÉ NON COMPENSÉ DEPUIS 2020

22. Depuis l'arrêt de sa compensation en 2020, le GVT constitue une charge croissante et inexorable : son solde annuel est estimé à environ 292 500 € pour 2027, portant le cumul à plus de 3 M€ — l'équivalent de la masse salariale d'environ 35 emplois de maîtres de conférences en milieu de grille. S'y ajoutent l'extension en année pleine de la hausse du CAS « Pensions » et la montée en charge de la protection sociale complémentaire en année pleine.

TABLEAU 2 · SOLDE DE GVT DE L'ÉTABLISSEMENT, EN EUROS BRUTS CHARGÉS (* PROJECTION)

	2024	2025	2026*	2027*
Solde annuel	264 393 €	384 567 €	≈ 431 500 €	≈ 292 500 €
Cumul depuis 2020	1 984 038 €	2 368 605 €	≈ 2 780 000€	**≈ 3 075 000 €**

≈ 32 M€
MASSE SALARIALE 2027, PREMIÈRE ESTIMATION

23. Sur ces bases, et hors schéma d'emplois, la masse salariale 2027 est estimée en première approche à environ 32 M€ (32 M€ inscrits au budget initial 2026 et environ 30,5 M€ exécutés en 2025). Cette estimation sera fiabilisée à l'automne par le service des ressources humaines et le service des affaires financières, selon la méthode éprouvée de calcul à l'agent.

B. UN FONCTIONNEMENT RIGIDE, À MAÎTRISER STRICTEMENT

24. Les dix premiers postes de dépenses (viabilisation des bâtiments, contrats de maintenance et contrôles réglementaires, licences et infrastructures numériques, abonnements documentaires, nettoyage et gardiennage) représentent plus de la moitié de l'enveloppe, soit environ 3,5 M€. Les prix de l'énergie se sont stabilisés à un niveau structurellement supérieur à celui d'avant-crise et l'inflation résiduelle continue de peser sur les prestations externalisées.

PROJET

25. Le budget 2027 sera construit sur la base d'une reconduction des enveloppes de 2026, ajustée des seules opérations suivantes : l'année pleine de la relocalisation de la formation Espéra Sbarro (loyers et charges des locaux provisoires, dans l'attente du bâtiment M') ; l'achèvement de la bascule vers l'outil de gestion financière et comptable GFC-Cocktail et le module d'inventaire NEPTUNE ; l'assistance à maîtrise d'ouvrage du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI). Les mesures de sobriété énergétique (calage de la période de chauffe, semaine de chauffe réduite à l'intersemestre, pilotage par la GMAO) seront poursuivies et amplifiées.

V
LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

A. UNE CAMPAGNE D'EMPLOIS FONDÉE SUR LES RENOUVELLEMENTS ET LES PROMOTIONS INTERNES

26. La politique d'emplois 2027 poursuivra trois orientations constantes : le renouvellement des départs (retraites et mutations) au maximum des capacités financières de l'établissement ; la poursuite de la politique d'augmentation du taux d'encadrement des professeurs des universités (PU) et de la politique de fidélisation des personnels BIATSS (concours interne) ; le renforcement de l'attractivité, avec la demande d'une chaire de professeur junior au titre de la campagne nationale 2027. Les objectifs de parité irrigueront l'ensemble de la campagne. La prévention de l'absentéisme (environ 4 575 jours d'absence cumulés en 2024) et l'amélioration de la qualité de vie au travail feront l'objet d'une mise en œuvre suivant les 5 axes de l'accord QVCT 2026-2029 validé par le CA en juillet 2026.

TABLEAU 3 · PRÉ-CADRAGE DE LA CAMPAGNE D'EMPLOIS 2027, SOUS RÉSERVE DE SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE

Corps / support	Nature	Modalités
Maîtres de conférences (2 supports)	Renouvellement de départs 2025-2026	Concours 2027, session synchronisée
Chaire de professeur junior	Demande au MESRE	Campagne CPJ 2027, sous réserve
Personnels BIATSS (2 supports)	Fidélisation	Concours internes, transformations

B. UN FONCTIONNEMENT À MAÎTRISER

27. L'hypothèse de travail retenue pour le budget 2027 est de maintenir les activités de formation et de recherche au niveau adéquat et de permettre le

PROJET

fonctionnement normal des services. Le fonctionnement des pôles, services et directions sera examiné lors des commissions budgétaires d'octobre 2026, sur la base de demandes motivées et hiérarchisées. Le respect des enveloppes transmises lors du dialogue budgétaire est impératif : ceux-ci se fondent sur l'hypothèse d'un budget qui doit rechercher l'équilibre même s'il pourrait être déficitaire, puisque tout dépassement conduit inexorablement à un prélèvement sur le fonds de roulement et peut corrélativement conduire à une diminution des investissements.

C. DES INVESTISSEMENTS AMBITIEUX MAIS PRIORISÉS

9 M€
RÉNOVATION DU BÂTIMENT PONT, TRANCHES ENGAGÉES

28. Dans un contexte contraint, l'établissement fait le choix de protéger l'investissement d'avenir, en s'appuyant au maximum sur les cofinancements. Le principal chantier demeure la rénovation énergétique du bâtiment Pont à Sevenans : achèvement de la tranche 1 (toitures-terrasses, verrières, centrale photovoltaïque de 80 kWc), financée à hauteur de 5,7 M€ par le CPER 2021-2027 ; engagement de la tranche 2 (façade nord), financée par la réallocation de 1,7 M€ de crédits CPER ; instruction du financement de la tranche 3 (façade sud, ≈ 2 M€) au titre du programme 348 de rénovation des bâtiments publics.

29. L'enveloppe 2027 portera également : le projet Mobilitech 2 – bâtiment M' à Montbéliard (1 M€ CPER), avec la perspective d'une installation pérenne de la formation Espéra Sbarro et la mutualisation des moyens avec les formations mécanique et transport ; la participation de l'UTBM au démonstrateur de ville durable Belfort e-START et au projet Motricité sur le site du Techn'hom, en lien avec le Grand Belfort ; la poursuite du renouvellement centralisé des postes de travail informatiques (cycle de sept ans, DSIN) ; et la préparation du prochain plan pluriannuel d'investissement, adossé au SPSI 2027, le plan 2022-2026 (13,2 M€) arrivant à échéance.

30. **Le soutien à l'investissement pédagogique dans les formations existantes.** Au-delà de la jouvence courante, un programme pluriannuel de mise à niveau des travaux pratiques et des plateformes pédagogiques sera initié dès 2027 : recensement, par les pôles et départements de formation, des équipements de travaux pratiques obsolètes ou éloignés des standards industriels actuels ; priorisation en commissions budgétaires au regard des effectifs concernés, de l'impact pédagogique et des amortissements induits ; et engagement d'une première tranche de renouvellement. Ce programme mobilisera une enveloppe d'investissement, le solde de la taxe d'apprentissage — dont la vocation réglementaire est précisément le financement des formations technologiques — ainsi que les partenariats industriels (dons et mises à disposition d'équipements, chaires). La qualité des plateaux de travaux pratiques est en effet l'une

PROJET

des signatures du modèle des universités de technologie et un argument décisif d'attractivité.

D. LES LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

31. Sans bouleverser l'architecture budgétaire de l'établissement, l'année 2027 engagera, essentiellement par études préalables, redéploiements et cofinancements, quelques chantiers structurants dont dépend la trajectoire de recettes des prochaines années :

— **l'attractivité et les effectifs :** consolidation de la reprise engagée — études d'hybridation des parcours avec les partenaires du territoire, dont l'ESTA —, les droits d'inscription et l'alternance constituant d'importantes ressources propres de l'établissement ;

— **l'offre de demain :** une étude de faisabilité sera conduite en 2027 sur la création de nouvelles filières, voire de nouveaux départements, en phase avec les évolutions scientifiques et technologiques et la demande industrielle — intelligence artificielle, cybersécurité, technologies quantiques, ingénierie de la transition énergétique et nucléaire, santé —, facteur de différenciation au sein du réseau des universités de technologie et du paysage des écoles d'ingénieurs. L'étude en précisera les débouchés, les effectifs cibles, les besoins en encadrement et en équipements, et la trajectoire financière avant toute décision d'ouverture ;

— **la valorisation de la recherche :** engagement de la candidature au label Carnot, en s'appuyant sur l'expérience du CIAD au sein du Carnot ARTS, et étude de faisabilité d'une structure mutualisée de valorisation avec les partenaires académiques du Nord Franche-Comté ;

— **la formation continue :** en appui des reconversions industrielles du territoire, et redynamisation de la collecte de la taxe d'apprentissage et du mécénat via la Fondation UTBM ;

— **la mobilisation de notre réseau d'alumni :** en appui des évolutions internes de l'établissement, de la collecte de la taxe d'apprentissage, du mentorat et de l'insertion professionnelle de nos étudiants, pour le rayonnement de l'établissement et l'organisation d'évènements et de rencontres professionnelles ;

— **le COMP nouvelle génération :** préparation de la négociation, adossée à un tableau de bord d'indicateurs consolidé.

PROJET

E. LE RAYONNEMENT ACADÉMIQUE : PROFESSEURS INVITÉS ET COTUTELLES DE THÈSES

32. Une politique de professeurs invités de haut niveau. L'année 2027 verra l'amorce d'une politique structurée d'accueil de professeurs invités de renommée internationale, sur des séjours d'un à plusieurs mois, ciblés sur les axes scientifiques de l'établissement — énergie et hydrogène, intelligence artificielle, matériaux avancés et fabrication additive — et adossés aux laboratoires et aux formations. Une enveloppe dédiée, volontairement limitée à quelques mois-invités pour ce premier exercice, sera complétée par les cofinancements mobilisables : chaires industrielles, programmes de mobilité de l'UMLP et du réseau UT, dispositifs européens. L'effet attendu dépasse largement le coût consenti : ensemencement scientifique des équipes, co-publications, montage de projets internationaux et exposition de nos étudiants à des enseignements de tout premier plan.

33. Le renforcement de la politique de cotutelle de thèses. Levier peu coûteux et à fort rendement scientifique, la cotutelle internationale de thèse sera systématiquement encouragée : identification des partenaires prioritaires parmi les universités avec lesquelles l'UTBM entretient des coopérations actives (Europe, Afrique, Asie, Amériques), mobilisation des financements partagés (contrats doctoraux fléchés, bourses des pays partenaires, programmes Erasmus+ et bilatéraux) et simplification de l'accompagnement administratif des conventions. L'objectif est d'accroître sensiblement, dès les campagnes doctorales 2027, le nombre de thèses en cotutelle — aujourd'hui marginal au regard des 88 doctorants de l'établissement —, au bénéfice du rayonnement international, des co-publications et du recrutement de doctorants de haut niveau.

F. LA VIE ÉTUDIANTE ET L'ENGAGEMENT, UN INVESTISSEMENT D'AVENIR

34. L'attractivité de l'établissement et la réussite de ses étudiants ne se jouent pas seulement dans les maquettes de formation : elles tiennent aussi à la qualité de la vie de campus, à la reconnaissance de l'engagement et à l'employabilité des diplômés. Le budget 2027 y consacrera une attention particulière, à coûts maîtrisés, en mobilisant prioritairement la CVEC, les partenariats et les redéploiements.

35. Un programme de certifications industrielles adossé au cursus. Chaque étudiant se verra progressivement proposer, en fonction de sa spécialité, des certifications reconnues par l'industrie — outils de calcul et de simulation, cloud, CAO/FAO, gestion de projet, science des données —, intégrées au parcours de formation. La négociation de partenariats institutionnels avec les éditeurs, engagée en 2027, permettra d'obtenir des conditions tarifaires adaptées au contexte académique, pour un atout immédiatement valorisable sur le CV de nos diplômés.

PROJET

36. La reconnaissance des engagements étudiants. Les activités associatives (bureau des étudiants, clubs techniques, associations humanitaires), le tutorat, l'engagement dans la vie institutionnelle et la participation aux évènements de l'établissement comme le Crunch Maker Camp seront valorisés. Ces expériences — et les compétences transversales qu'elles développent : leadership, communication, travail en équipe, gestion de projet — seront reconnues comme partie intégrante de la formation d'ingénieur.

37. Le « Student Job ». Une étude de faisabilité juridique, financière et pédagogique sera conduite en 2027 sur ce dispositif innovant, qui permettrait aux étudiants de réaliser, dans un cadre structuré et encadré par les enseignants-chercheurs, des missions rémunérées pour le compte d'entreprises partenaires ou de l'établissement lui-même : études techniques, prototypage, analyse de données. Triple bénéfice attendu : expérience professionnelle et autonomie financière pour les étudiants ; accès facilité aux compétences de l'UTBM pour les PME et ETI du territoire ; renforcement du lien entre la formation et le monde socio-économique.

38. La vie de campus. Poursuite des actions financées sur la CVEC (équipements sportifs et de convivialité, santé et prévention, accompagnement social), maintien des excellentes conditions d'accueil des étudiants internationaux — label « Bienvenue en France », trois étoiles — et poursuite des travaux d'accessibilité.

PROJET

ENCADRÉ 2

Pourquoi investir dans l'engagement étudiant en période de contrainte ?

Parce que c'est un levier d'attractivité à coût marginal : la différenciation des diplômés — certifications, engagements reconnus, expériences professionnalisantes — renforce le recrutement, donc les droits d'inscription et la taxe d'apprentissage.

Parce que ces dispositifs s'autofinancent largement : CVEC pour la vie de campus, partenariats éditeurs pour les certifications, prestations facturées pour le Student Job.

Parce que la réussite et le sentiment d'appartenance des étudiants sont la première richesse — et la meilleure publicité — de l'établissement.

VI
TRAJECTOIRE PLURIANNUELLE, CALENDRIER ET MÉTHODE

TABLEAU 4 · CALENDRIER DE LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2027

ÉCHEANCE	ÉTAPE
Septembre 2026	Présentation de la lettre de cadrage et débat d'orientations budgétaires au Conseil d'administration
12–16 octobre 2026	Commissions budgétaires : examen des demandes motivées et hiérarchisées
Mi-novembre 2026	Pré-CA validé par le Rectorat
Décembre 2026	Vote du budget initial 2027 par le Conseil d'administration
Année 2027	Négociation du COMP nouvelle génération ; budgets rectificatifs le cas échéant ; SPSI et prochain PPI

39. Au-delà de l'exercice 2027, la trajectoire pluriannuelle repose sur une équation claire : résorber progressivement l'écart structurel annuel de 1,5 à 1,7 M€ lié aux charges non compensées, non par la seule contraction de la dépense — qui atteindrait rapidement ses limites au regard de coûts complets de formation déjà inférieurs de 20 % à la moyenne nationale des écoles d'ingénieurs — mais d'abord par la croissance des recettes : poursuite de la trajectoire des effectifs, développement des ressources de la recherche partenariale et de la formation continue, redynamisation de la collecte de la Fondation, négociation exigeante du COMP. Le fonds de roulement ne sera mobilisé que pour des dépenses d'investissement non récurrentes, sur autorisation expresse des instances compétentes.

40. La méthode demeure celle de l'écoute et de la co-construction : les orientations de la présente lettre seront enrichies par les commissions

PROJET

budgétaires et le dialogue avec les instances, dans un souci constant de transparence sur les hypothèses retenues et les indicateurs de suivi.

CONCLUSION

41. Le budget 2027 sera un budget de consolidation et de préparation de l'avenir. Consolidation, parce que le contexte des finances publiques impose une hypothèse de SCSP strictement reconduite, une masse salariale pilotée au plus près et des enveloppes de fonctionnement tenus. Préparation de l'avenir, parce qu'il engage ou poursuit les chantiers qui conditionnent le développement de l'établissement : la consolidation de la reprise des effectifs, le développement des ressources propres, l'investissement dans la vie et l'engagement de nos étudiants, la rénovation énergétique du campus, la négociation du nouveau contrat avec l'État et l'affirmation de la place de l'UTBM au sein de l'UMLP et du réseau des universités de technologie.

42. Cette trajectoire requiert l'engagement de l'ensemble de la communauté — enseignants-chercheurs, enseignants, personnels BIATSS et étudiants — que la direction de l'établissement remercie pour la rigueur et la mobilisation dont chacun fait preuve au service de notre mission de service public.

Nota. — Les données 2025 sont issues du rapport d'activité 2025 de l'UTBM et demeurent sous réserve de la certification du compte financier 2025 ; les projections 2026-2027 (SCSP, GVT, masse salariale, campagne d'emplois) constituent des hypothèses de cadrage à consolider par le service des affaires financières et le service des ressources humaines lors du dialogue budgétaire.

PROJET